

Banque nationale suisse
Investissements directs en 2010

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, Publications/Publication de données statistiques.

Droit d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales.

Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2011

Date de publication

Décembre 2011

Impression

Neidhart + Schön AG, CH-8037 Zurich

ISSN 1662-4300 (version imprimée)

ISSN 1661-1543 (version électronique)

Table des matières

Page

4	Aperçu
6	Investissements directs suisses à l'étranger
6	Exportations de capitaux
7	Stocks d'investissements directs
8	Revenus de capitaux
9	Effectifs
10	Investissements directs étrangers en Suisse
10	Importations de capitaux
11	Stocks d'investissements directs
11	Revenus de capitaux
12	Effectifs
13	Thèmes spéciaux
13	Les investisseurs directs suisses et leurs effectifs en Suisse et à l'étranger
14	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
17	Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire
18	Commentaires
18	Modifications par rapport à l'année précédente
18	Fondements méthodologiques et statistiques
19	Fondements juridiques
20	Définition des groupes de branches
21	Définition des pays et des régions
A1	Tableaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Aperçu

Accroissement des exportations de capitaux en vue d'investissements directs suisses à l'étranger – Nouvelle progression des revenus tirés des filiales à l'étranger – Diminution des importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs suisses à l'étranger ont augmenté, passant de 30 milliards en 2009 à 67 milliards de francs en 2010. Leur accroissement a découlé en majeure partie des opérations effectuées par les sociétés financières et holdings en mains étrangères. Les fortes fluctuations des flux de capitaux des entreprises de ce groupe de branches n'ont rien d'exceptionnel et sont souvent sans aucun lien avec l'évolution générale des investissements directs. Abstraction faite des sociétés financières et holdings en mains étrangères, les exportations de capitaux au titre des investissements directs à l'étranger ont porté sur 39 milliards de francs, contre 29 milliards en 2009. Les compagnies d'assurances et les banques ont joué un rôle important dans cette progression, alors que les entreprises de l'industrie ont investi à l'étranger un montant inférieur à celui de l'année précédente. Les capitaux exportés ont été placés principalement dans des filiales déjà existantes à l'étranger, les acquisitions d'entreprises ayant par contre stagné à leur bas niveau de 2009.

En 2010, les stocks d'investissements directs suisses dans les filiales à l'étranger ont augmenté de

26 milliards pour atteindre 878 milliards de francs. Leur progression a reposé principalement sur les exportations de capitaux, l'évolution des cours de change ayant influé négativement sur la valeur en francs des stocks d'investissements directs. Les effectifs dans les filiales à l'étranger se sont accrus de 1%, passant à 2,664 millions de personnes. En Asie, la hausse des effectifs a été de 5%, soit un rythme une nouvelle fois supérieur à la moyenne.

Grâce à la conjoncture favorable sur le plan mondial, les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont de nouveau augmenté, passant de 52 milliards en 2009 à 73 milliards de francs l'année suivante. Ainsi, ils ont continué à se redresser après être tombés à leur niveau le plus bas, en 2008, du fait des pertes enregistrées par les filiales à l'étranger des banques.

Par rapport à d'autres pays, la Suisse détient un volume élevé d'investissements directs à l'étranger. Fin 2009, elle était au septième rang mondial en ce qui concerne les investissements directs à l'étranger (source: FMI, <http://cds.imf.org/>). Les six premières places étaient occupées par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg, ces deux derniers pays abritant de nombreux holdings. Plusieurs raisons expliquent le rang élevé de la Suisse dans ce classement, notamment la présence sur son sol de nombreux sièges principaux de grands groupes multinationaux et l'attrait qu'elle présente, comme lieu d'implantation, pour les holdings en mains étrangères.

Investissements directs en 2010 – Aperçu

Tableau 1

		2009	2010	Variation en %
Investissements directs suisses à l'étranger				
Exportations de capitaux	en milliards de francs	30.2	67.6	123.4
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	852.0	877.7	3.0
Revenus de capitaux	en milliards de francs	52.4	73.2	39.8
Effectifs	en milliers de personnes	2 637.9	2 663.5	1.0
Investissements directs étrangers en Suisse				
Importations de capitaux	en milliards de francs	31.2	21.3	-31.8
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	507.4	525.5	3.6
Revenus de capitaux	en milliards de francs	39.7	39.0	1.6
Effectifs ¹	en milliers de personnes	422.0	423.4	0.3

¹ Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes dans ce domaine.

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse se sont établies à 21 milliards de francs, contre 31 milliards en 2009. Elles ont découlé principalement de crédits au sein de groupes et de bénéficiaires réinvestis. Les flux de capitaux portant sur du capital social se sont par contre soldés par un rapatriement de fonds vers l'étranger.

En 2010, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 526 milliards de francs (+18 milliards). Les sociétés financières et holdings ont joué un rôle primordial dans leur progression. Si la ventilation est fondée sur le pays de *l'investisseur immédiat*, presque tous les groupes de pays enregistrent de légères augmentations. Dans le cas d'une ventilation reposant sur *l'investisseur ultime*, on observe par contre des accroissements du côté surtout des stocks détenus par les investisseurs d'Amérique du Nord ainsi que d'Amérique centrale et du Sud, mais une diminution de ceux qui proviennent d'Europe.

Les revenus que l'étranger tire des investissements directs en Suisse ont porté sur 39 milliards de francs, soit un montant très proche de celui de 2009 (40 milliards). D'une année à l'autre, les revenus des sociétés financières et holdings et ceux des banques ont quelque peu diminué, alors que ceux des autres branches ont dans l'ensemble légèrement augmenté.

Fin 2010, les entreprises étrangères employaient 423 000 personnes en Suisse, ce qui représente 10% de l'ensemble des effectifs de l'industrie et des services en Suisse, soit 4,119 millions de personnes.

Investissements directs suisses à l'étranger

Exportations de capitaux

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs suisses à l'étranger ont atteint 67 milliards de francs, contre 30 milliards en 2009. Leur forte progression a découlé en majeure partie des sociétés financières et holdings en mains étrangères. Ces entreprises ont en effet investi 29 milliards de francs à l'étranger (1 milliard l'année précédente), principalement en accordant des crédits au sein de groupes. Nombre d'entre elles appartiennent à de grands groupes multinationaux dont le siège principal est à l'étranger, et gèrent depuis la Suisse les participations que ces groupes détiennent dans le monde. Les fortes fluctuations des flux de capitaux des entreprises de ce groupe de branches n'ont rien d'exceptionnel et sont souvent sans aucun lien avec l'évolution générale des investissements directs.

Les exportations de capitaux des autres branches – l'ensemble des entreprises, à l'exception des sociétés financières et holdings en mains étrangères – ont augmenté, passant de 29 milliards en 2009 à 39 milliards de francs l'année suivante. Un fois encore, l'évolution des investissements a sensiblement varié d'une branche à l'autre. Les compagnies d'assurances ont exporté des capitaux à hauteur de 13 milliards de francs (6 milliards l'année précédente), principalement sous forme de bénéfices réinvestis. Les banques ont elles aussi investi à l'étranger davantage qu'en 2009 (près de 5 milliards de francs, contre 3 milliards). Par contre, les sorties de capitaux des entreprises du commerce ont légèrement diminué (11 milliards de francs, contre 12 milliards), tout

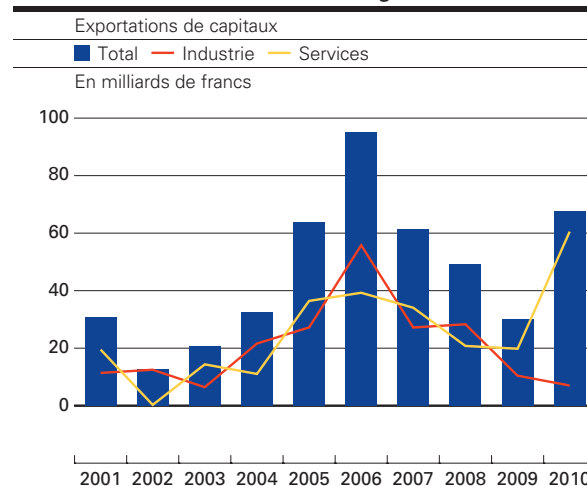
comme celles du groupe de branches «Autres services» (2 milliards, contre 4 milliards). En outre, les entreprises de l'industrie ont investi à l'étranger 7 milliards de francs, soit un montant inférieur à celui de l'année précédente (10 milliards). Elles ont réinvesti des bénéfices pour un montant élevé, mais rapatrié des fonds dans les flux portant sur des crédits au sein de groupes. Quant aux acquisitions à l'étranger des entreprises de l'industrie, elles ont porté sur un montant insignifiant, comme en 2009.

Deux tiers environ des exportations de capitaux au titre des investissements directs suisses ont été investis dans des pays d'outre-mer. Les Etats-Unis ont bénéficié du flux le plus élevé, soit 23 milliards de francs, contre 5 milliards en 2009. Ce flux était en grande partie constitué de bénéfices réinvestis. Les exportations de capitaux vers les pays d'Amérique centrale et du Sud ont elles aussi augmenté sensiblement, passant de 6 milliards à 16 milliards de francs; la majeure partie de ces fonds a été investie dans des filiales au Brésil et au Mexique. Les flux de capitaux vers l'Asie ont porté sur 9 milliards de francs, contre 8 milliards en 2009; Singapour (3 milliards de francs), l'Inde (2 milliards) et la Chine (2 milliards également) en ont été les principaux bénéficiaires. Les entreprises suisses ont par contre rapatrié 2 milliards de francs des Emirats arabes unis.

Les flux de capitaux vers les pays de l'UE ont atteint 20 milliards de francs, contre 10 milliards en 2009. La part du Royaume-Uni s'est élevée à 7 milliards de francs, et celle des Pays-Bas, à 5 milliards. En outre, les entreprises suisses ont investi 4 milliards de francs en France et 3 milliards en Allemagne.

Graphique 1

Investissements directs à l'étranger



Stocks d'investissements directs

En 2010, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger ont augmenté de 26 milliards pour atteindre 878 milliards de francs. Leur progression a reposé principalement sur les exportations de capitaux, l'évolution des cours de change ayant influé négativement sur la valeur en francs des stocks d'investissements directs. L'accroissement des stocks a découlé des crédits au sein de groupes. La composante «capital social» à l'étranger a légèrement diminué.

Les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont tout particulièrement renforcé leurs stocks d'investissements directs dans leurs filiales à l'étranger. Ceux-ci se sont en effet accrus de 41 milliards pour atteindre 232 milliards de francs. Leur part dans le total des stocks d'investissements directs a ainsi augmenté, passant de 22% à 26%. Les stocks détenus par l'ensemble des autres branches ont par contre diminué de 15 milliards et se sont inscrits à 646 milliards de francs. Ce repli est dû à l'évolution des cours de change.

La part des entreprises de l'industrie était de 34% (302 milliards de francs), contre 37% (314 milliards) fin 2009. Au sein de ces entreprises, celles du groupe de branches «Chimie et plastique» détenaient toujours les stocks d'investissements directs les plus élevés. Ceux-ci ont toutefois reculé sensiblement en 2010. Ils ont en effet fléchi de 12 milliards pour s'établir à 112 milliards de francs à la suite notamment de crédits obtenus de filiales à l'étranger – de telles opérations réduisent les stocks d'investissements directs – et de désinvestissements. Les entreprises du groupe de branches «Textiles et habillement» ont elles aussi effectué des désinvestissements. Leurs stocks d'investissements directs à l'étranger ont ainsi diminué de moitié, passant à 9 milliards de francs. Ceux des entreprises du groupe de branches

«Electronique, énergie, optique et horlogerie» ont progressé de 7 milliards pour s'inscrire à 47 milliards de francs. Cette augmentation s'explique surtout par le transfert de plusieurs entreprises qui figuraient précédemment dans les sociétés financières et holdings.

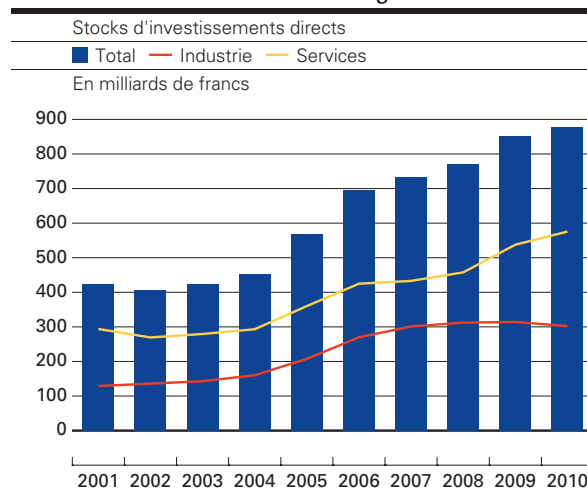
Alors que les stocks d'investissements directs ont diminué de 8 milliards pour s'établir à 75 milliards de francs dans les succursales à l'étranger des banques, ils ont augmenté de 4 milliards pour atteindre 120 milliards dans celles des compagnies d'assurances. En outre, ceux des entreprises du commerce ont progressé de 5 milliards, passant à 48 milliards de francs.

La répartition géographique montre que 43% des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger, soit 376 milliards de francs, étaient détenus dans les pays de l'UE, contre 44% (374 milliards) fin 2009. Parmi ces pays, le Royaume-Uni avait les stocks les plus élevés (79 milliards de francs), comme l'année précédente. Il devançait le Luxembourg (69 milliards de francs) et les Pays-Bas (55 milliards), où un accroissement de 14 milliards de francs a été observé en 2010. Par contre, les stocks d'investissements directs suisses en Allemagne ont diminué de 2 milliards, passant à 54 milliards de francs.

Les stocks d'investissements directs suisses aux Etats-Unis ont augmenté de 22 milliards pour atteindre 177 milliards de francs; la progression a été particulièrement sensible dans les filiales aux Etats-Unis des compagnies d'assurances. En outre, les entreprises suisses détenaient des investissements directs à hauteur de 137 milliards de francs en Amérique centrale et du Sud (+3 milliards) et pour un montant de 80 milliards en Asie (+5 milliards). Parmi les pays de ces deux groupes, le Brésil a bénéficié de l'accroissement le plus fort. Les investissements directs suisses y ont en effet augmenté de 8 milliards pour s'établir à 20 milliards de francs.

Graphique 2

Investissements directs à l'étranger

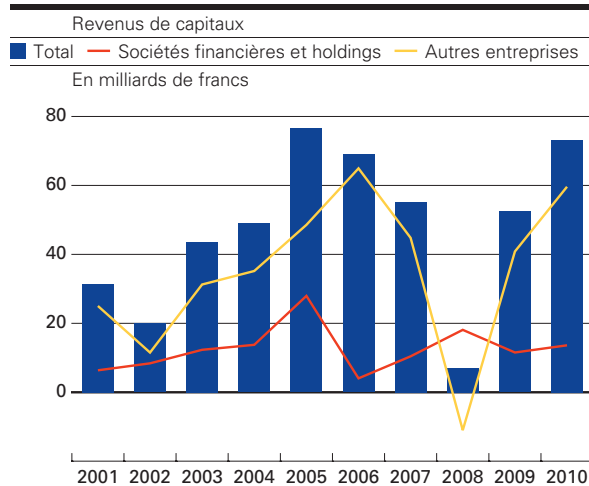


Revenus de capitaux

Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont atteint 73 milliards de francs, contre 52 milliards en 2009. Cette augmentation est due au fait que les bénéfices des filiales à l'étranger se sont accrus dans la plupart des branches grâce à la conjoncture favorable. La progression a été particulièrement forte dans les filiales des compagnies d'assurances, leurs bénéfices s'étant établis à 12 milliards de francs, contre 7 milliards en 2009. En outre, les filiales des banques ont dégagé des bénéfices à hauteur de 5 milliards de francs, après avoir enregistré des pertes au cours des trois années précédentes.

Graphique 3

Investissements directs à l'étranger



Effectifs

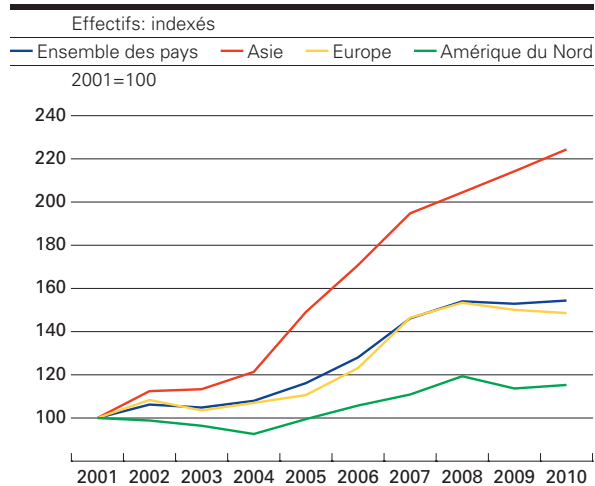
A la fin de l'année, 2,664 millions de personnes travaillaient dans les implantations suisses à l'étranger, ce qui correspond à une augmentation de 26 000 ou de 1 % en un an. Elle a été particulièrement forte (+13 000) dans les entreprises des «Autres services», notamment dans celles qui sont axées sur le conseil et l'informatique. La progression de 19 000 personnes dans les filiales du groupe de branches «Electronique, énergie, optique et horlogerie» s'explique principalement par le transfert d'entreprises qui, précédemment, figuraient dans les sociétés financières et holdings. Pour la même raison, l'emploi a reculé de 15 000 unités dans les filiales des sociétés financières et holdings.

Les effectifs dans les filiales suisses en Europe ont fléchi de 13 000, passant à 1,307 million de personnes. Ainsi, la part de l'Europe dans le total des effectifs à l'étranger a diminué pour s'établir à 49%. Au milieu des années 1980, cette part s'élevait encore à plus de 60%. Dans les pays européens, les effectifs ont fléchi en particulier en Russie (-12 000) et en France (-7 000) et marqué leur plus forte progression en Allemagne (+7 000).

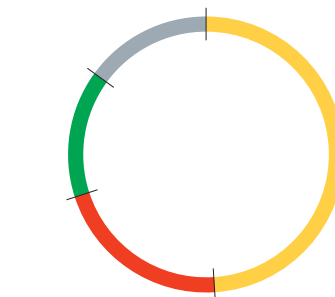
En Asie, les investisseurs suisses ont une nouvelle fois renforcé sensiblement leurs effectifs, portant ceux-ci de 536 000 à 561 000 personnes. Ils ont accru leur personnel en particulier en Chine (+10 000), en Inde (+5 000), à Taiwan (+5 000 également) et en Thaïlande (+4 000). Ainsi, 21% des personnes travaillant dans les implantations des entreprises suisses à l'étranger étaient en Asie, contre 5% au milieu des années 1980.

Graphique 4

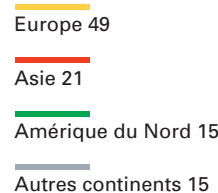
Investissements directs à l'étranger



Graphique 5



Effectifs à l'étranger fin 2010 Répartition géographique en %



Total: 2.7 millions

Investissements directs étrangers en Suisse

Importations de capitaux

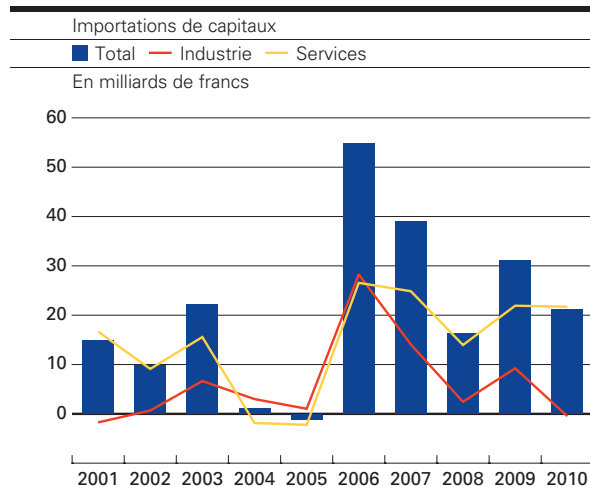
Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse se sont établies à 21 milliards de francs, contre 31 milliards en 2009. Ce repli est dû notamment aux bénéfices réinvestis, qui ont passé de 26 milliards en 2009 à 12 milliards de francs l'année suivante. En outre, la faible activité dans le domaine des acquisitions transfrontières de sociétés a elle aussi contribué à la diminution des importations de capitaux. Les achats d'entreprises en Suisse par des investisseurs à l'étranger ont en effet porté sur une somme inférieure à celle des désinvestissements (ventes d'entreprises et remboursements de capital). Aussi le poste «Capital social» s'est-il soldé par un rapatriement de fonds vers l'étranger à hauteur de 4 milliards de francs. En 2009, une importation de capitaux de 20 milliards de francs avait été enregistrée sous ce poste. Enfin, les crédits au sein de groupes ont débouché sur une importation de capitaux de 13 milliards de francs, alors qu'une exportation de capitaux de 14 milliards avait été observée en 2009.

Comme l'année précédente, les sociétés financières et holdings ont été les principales bénéficiaires des investissements directs étrangers. Les afflux de fonds vers les entreprises de ce groupe ont atteint 13 milliards de francs. De plus, 6 milliards de francs ont été investis dans les entreprises du commerce et 1,5 milliard dans les compagnies d'assurances. Du côté de l'industrie, les investissements et les désinvestissements se sont approximativement compensés. En 2009, les entreprises étrangères avaient consacré 9 milliards de francs au renforcement de leurs filiales dans l'industrie.

En 2010, les plus importants flux d'investissements directs vers la Suisse ont été opérés par des investisseurs des pays d'Amérique centrale et du Sud (10 milliards de francs) et du Luxembourg (10 milliards également). Ils ont découlé surtout de crédits au sein de groupes. En outre, les entreprises en Suisse ont reçu 4 milliards de francs de France et 4 milliards également des Etats-Unis. Par contre, les investisseurs établis au Danemark et en Allemagne ont vendu des filiales en Suisse, d'où des désinvestissements de respectivement 4 milliards et 3 milliards de francs. Les investisseurs des Pays-Bas ont eux aussi rapatrié 4 milliards de francs, principalement par des opérations portant sur des crédits au sein de groupes.

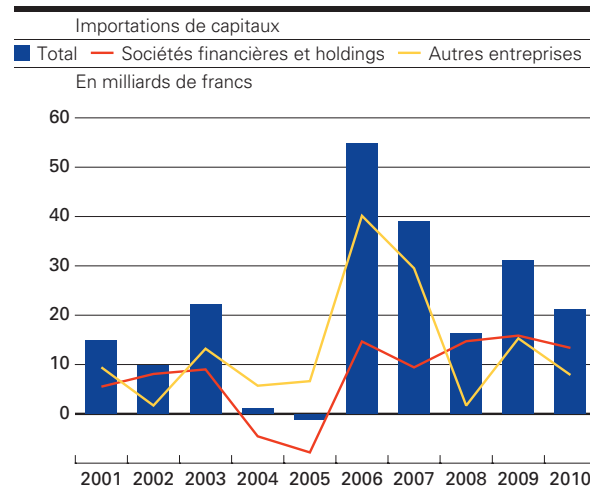
Graphique 6

Investissements directs en Suisse



Graphique 7

Investissements directs en Suisse



Stocks d'investissements directs

En 2010, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 18 milliards pour s'établir à 526 milliards de francs. La progression s'est concentrée principalement sur les sociétés financières et holdings. Les stocks d'investissements directs dans ce groupe de branches se sont en effet accrus de 17 milliards pour atteindre 308 milliards de francs. La part des sociétés financières et holdings dans l'ensemble des stocks d'investissements directs étrangers s'élevait à 59%, contre 57% fin 2009. Dans le secteur des services, hors sociétés financières et holdings, les stocks d'investissements directs étrangers se sont renforcés de 4 milliards, passant à 139 milliards de francs (part de 26%); ils ont crû dans les entreprises du commerce et les compagnies d'assurances, mais diminué dans les banques. Dans les entreprises de l'industrie, ces stocks étaient de 79 milliards de francs (part de 15%), contre 82 milliards fin 2009.

Les investisseurs ayant leur siège au Luxembourg (117 milliards de francs), aux Pays-Bas (111 milliards) et en Autriche (77 milliards), pays abritant tous trois de nombreux holdings, détenaient des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse pour 306 milliards de francs, soit 58% du total (fin 2009: 59%). Ces investisseurs sont, pour une grande partie, des sociétés intermédiaires de groupes dont le siège principal est situé dans un pays tiers. C'est pourquoi la BNS dresse également une ventilation des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse en fonction du pays de l'investisseur ultime (voir à ce propos le thème spécial, page 14).

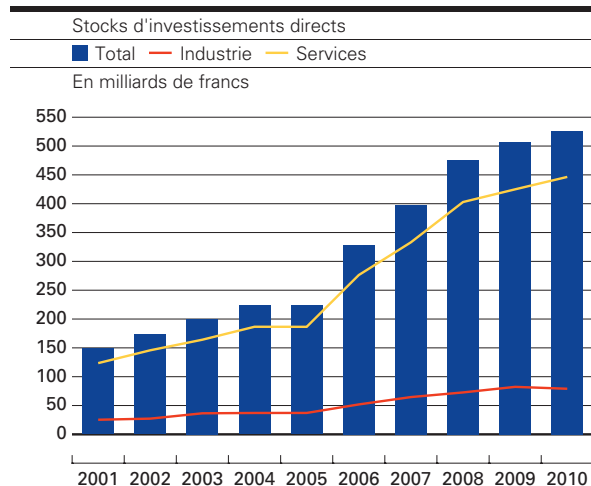
Revenus de capitaux

Les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 39 milliards de francs, contre 40 milliards en 2009. Ceux des sociétés financières et holdings en mains étrangères ont reculé de 4 milliards pour s'inscrire à 16 milliards de francs, et ceux des banques se sont établis à 1 milliard, soit la moitié de leur montant de l'année précédente. En revanche, les revenus des entreprises du commerce ont passé de 9 milliards à 11 milliards de francs, et ceux des compagnies d'assurances, de 3 milliards à 4 milliards.

Une partie des revenus est transférée aux maisons mères à l'étranger, et le solde est maintenu dans les filiales en Suisse en tant que bénéfices réinvestis. En 2010, ces deux parts ont évolué de manière divergente. Les transferts aux sociétés mères à l'étranger se sont accrus de 13 milliards pour atteindre 27 milliards de francs, alors que les bénéfices réinvestis en Suisse ont reculé de 14 milliards, passant à 12 milliards.

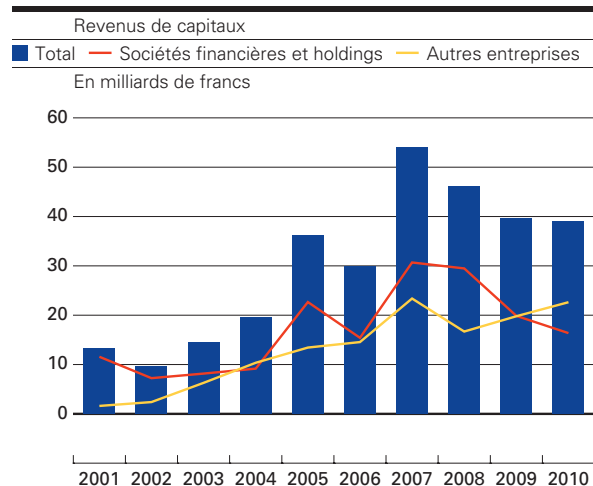
Graphique 8

Investissements directs en Suisse



Graphique 9

Investissements directs en Suisse



Effectifs

La base de données pour la partie ci-après est plus étendue que celle sur laquelle reposent les autres parties de ce rapport. En effet, les effectifs dans les entreprises en mains étrangères en Suisse comprennent également ceux des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers qui n'ont pas été prises en compte dans la statistique des investissements directs du fait que leur capital est inférieur à 10 millions de francs. Les effectifs de ces entreprises ont été recensés par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

Les entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs étrangers en Suisse employaient 247 000 personnes, fin 2010 comme un an auparavant. Dans les autres entreprises qui sont établies en Suisse et comptent des investisseurs directs étrangers, les effectifs ont progressé de 2 000 pour s'inscrire à 177 000 personnes. Au total, 423 000 per-

sonnes travaillaient en Suisse dans des entreprises en mains étrangères. Ces emplois représentaient 10% de l'ensemble du personnel des secteurs de l'industrie et des services en Suisse (4,119 millions de personnes fin 2010, contre 4,070 millions un an auparavant).

Dans les entreprises en mains étrangères du secteur des services, les emplois ont augmenté de 4 000, passant à 268 000. Dans celles du secteur de l'industrie, ils ont par contre diminué de 2 000 pour s'établir à 155 000. Les effectifs des entreprises en mains étrangères du commerce ont enregistré la plus forte croissance (+3 000). En outre, elles employaient 103 000 personnes et occupaient ainsi le premier rang parmi tous les groupes de branches. Les entreprises du groupe de branches «Autres services» venaient au deuxième rang (83 000 personnes). Par ordre décroissant, 98 000 personnes travaillaient en Suisse pour des investisseurs allemands, 69 000 pour des investisseurs néerlandais et 55 000 pour des investisseurs des Etats-Unis.

Effectifs dans l'industrie et les services en Suisse (en fin d'année)

En milliers de personnes

Tableau 2

	2009	2010	Part en %
Effectifs en Suisse ¹	4 069.9	4 119.3	100.0
dont			
dans des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers	422.0	423.4	10.3
dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs	246.8	246.6	6.0
dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs ¹	175.2	176.8	4.3

¹ Sources: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et *Amt für Statistik*, Vaduz.

Thèmes spéciaux

Les investisseurs directs suisses et leurs effectifs en Suisse et à l'étranger

Les entreprises suisses qui investissent à l'étranger sont des employeurs importants également dans notre pays. Fin 2010, 856 000 personnes travaillaient en Suisse pour leur compte, ce qui représente environ 21% du total des emplois dans les secteurs de l'industrie et des services. Sur ce total, 647 000 personnes étaient employées par des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs de la Banque nationale suisse. Le solde, soit 209 000 personnes, travaillait dans des entreprises qui ont des participations à l'étranger, mais qui n'atteignent pas le seuil déterminant pour entrer dans la statistique des investissements directs. Les données concernant ces entreprises sont recueillies en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les implantations à l'étranger des entreprises suisses entrant dans la statistique des investissements directs employaient 2,663 millions de personnes. Le nombre de personnes employées à l'étranger par les

entreprises qui n'entrent pas dans cette statistique n'est pas connu. Au total, 3,519 millions de personnes travaillaient, en Suisse et à l'étranger, pour les investisseurs directs suisses. La part des effectifs à l'étranger s'élevait à 76%.

Depuis 2009, les investisseurs directs suisses ont étoffé leurs effectifs de 16 000 personnes en Suisse et de 26 000 dans leurs représentations à l'étranger. Une part de l'augmentation en Suisse est due à des investisseurs directs suisses qui l'étaient déjà en 2009, l'autre part revenant à des entreprises – avant tout des banques – nouvellement entrées dans cette catégorie. Par ailleurs, des changements ont eu lieu dans la classification: quelques entreprises qui étaient jusqu'ici considérées comme des sociétés financières et holdings font désormais partie du groupe «Electronique, énergie, optique et horlogerie». C'est la principale raison de la hausse des effectifs des investisseurs directs dans ce groupe (+7 000 personnes) et de la baisse correspondante dans les sociétés financières et holdings (-6 000). Pour ce qui est de l'évolution des effectifs à l'étranger, veuillez vous référer à la page 9.

Effectifs des entreprises suisses ayant des investissements directs à l'étranger (en fin d'année)

Tableau 3

En milliers de personnes

	2006	2007	2008	2009	2010	Part au total des effectifs, en %
Effectifs en Suisse¹	792.7	813.8	842.8	840.2	856.0	24.3
Industrie	303.1	320.5	324.6	326.9	338.1	9.6
Services	489.7	493.2	518.2	513.3	518.0	14.7
Effectifs à l'étranger	2 209.1	2 520.7	2 657.4	2 637.9	2 663.5	75.7
Industrie	1 185.5	1 237.5	1 265.9	1 231.0	1 254.0	35.6
Services	1 023.5	1 283.2	1 391.5	1 406.9	1 409.5	40.0
Total des effectifs	3 001.8	3 334.5	3 500.2	3 478.1	3 519.5	100.0
Industrie	1 488.6	1 558.0	1 590.5	1 558.0	1 592.0	45.2
Services	1 513.2	1 776.5	1 909.7	1 920.2	1 927.5	54.8

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

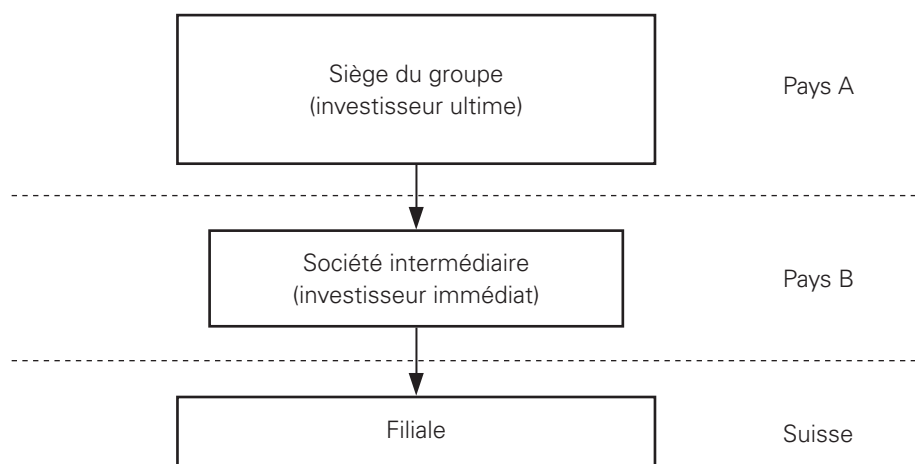
Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime

Dans la partie générale du commentaire sur les investissements directs étrangers en Suisse, le pays d'origine de l'investisseur *immédiat* est déterminant. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui détient et exerce le contrôle *ultime*. En effet, de nombreux investisseurs *immédiats* appartiennent à des groupes dont le siège principal se trouve dans un autre pays (voir graphique 10). Dans ces cas, l'entreprise en Suisse est dirigée, en dernier ressort, par le siège principal du groupe, situé dans le pays A. L'investisseur *immédiat* dans le pays B joue uniquement le rôle de société intermédiaire.

De telles structures de groupe influent fortement sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. C'est pourquoi la Banque nationale suisse dresse également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur *ultime*. Celle-ci montre le pays dans lequel est établi l'investisseur qui exerce le contrôle *ultime* de la filiale en Suisse. Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège principal du groupe. Cette répartition est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Pour ne pas imposer une charge administrative trop lourde aux entreprises appelées à fournir des données, les flux de capitaux ne sont pas recensés selon le critère de l'investisseur *ultime*.

Graphique 10

Différence entre l'investisseur immédiat et l'investisseur ultime



En 2010, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse que détiennent des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers ont enregistré une légère progression (+4 milliards) pour atteindre 270 milliards de francs. Leur part au total des stocks d'investissements directs étrangers (53%) est restée inchangée par rapport à 2009 (voir graphique 11). Fin 2001, cette part était de 21% seulement.

Les tableaux 4 et 5 montrent les écarts, pour les principaux pays d'origine, entre l'évaluation des stocks d'investissements directs et des effectifs selon l'investisseur *immédiat* et l'évaluation selon l'investisseur *ultime*. Les stocks établis selon le critère de l'investisseur *ultime* s'avèrent nettement plus élevés en particulier pour les Etats-Unis (+108 milliards de francs) ainsi que pour l'Amérique centrale et du Sud (+53 milliards). Il en ressort que les entreprises de ces pays passent, dans de nombreux cas, par des pays tiers – en particulier les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche – pour investir en Suisse. Ainsi, les stocks détenus par des investisseurs luxembourgeois atteignaient 117 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, mais seulement 22 milliards selon le critère de l'investisseur *ultime*. De même, les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignaient 111 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, contre 24 milliards selon le critère de l'investisseur *ultime*. L'écart était encore plus frappant du côté de l'Autriche: les investisseurs autrichiens détenaient des stocks de 77 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, mais de 7 milliards seulement selon le critère de l'investisseur *ultime*.

La Suisse apparaît aussi comme pays d'origine de l'investisseur *ultime* dans les tableaux 4 et 5. En effet, certains investisseurs directs en Suisse investissent en Suisse en passant eux aussi par des sociétés intermé-

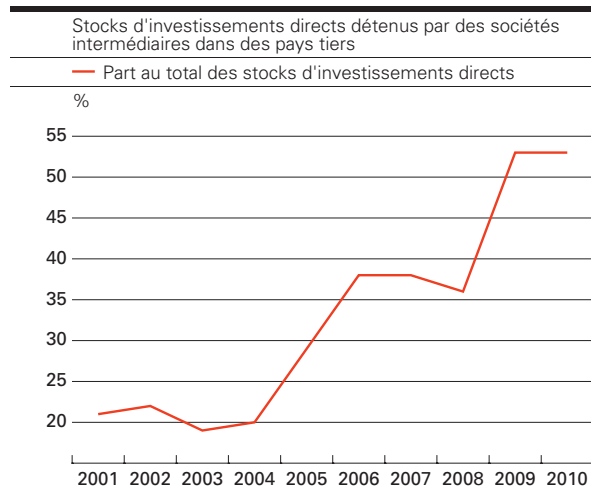
diaires établies dans des pays tiers. Le terme de *round-tripping* désigne couramment ce genre de mouvements en anglais, étant donné que les capitaux font un aller-retour pour se retrouver à leur point de départ. En 2010, les stocks d'investissements concernés s'élevaient à 51 milliards de francs.

On observe également des écarts dans la répartition des effectifs selon l'approche adoptée. En particulier pour les pays qui ne font pas partie de l'UE, la répartition faite selon le critère de l'investisseur *ultime* conduit, en 2010, à des chiffres nettement plus élevés que ceux résultant de la répartition selon le critère de l'investisseur *immédiat*. L'écart le plus important concerne les Etats-Unis (+30 000 personnes). Par contre, le nombre de personnes travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse s'est inscrit à 69 000 selon le critère de l'investisseur *immédiat* et à 20 000 seulement selon le critère de l'investisseur *ultime*. La différence était sensible également dans le cas du Luxembourg: 32 000 personnes selon le critère de l'investisseur *immédiat*, contre 9 000 selon le critère de l'investisseur *ultime*.

Les stocks d'investissements directs présentent une évolution très contrastée entre 2001 et 2010 selon que la répartition est faite d'après le critère de l'investisseur *ultime* ou d'après celui de l'investisseur *immédiat* (voir graphique 12). Au cours de ces années, les stocks d'investissements directs contrôlés par des investisseurs de l'UE ont augmenté de 128 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *ultime*, soit beaucoup moins que selon le critère de l'investisseur *immédiat* (+338 milliards). En revanche, les stocks contrôlés par des investisseurs des Etats-Unis se sont accrus de 130 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *ultime*, soit nettement plus que selon le critère de l'investisseur *immédiat* (+28 milliards).

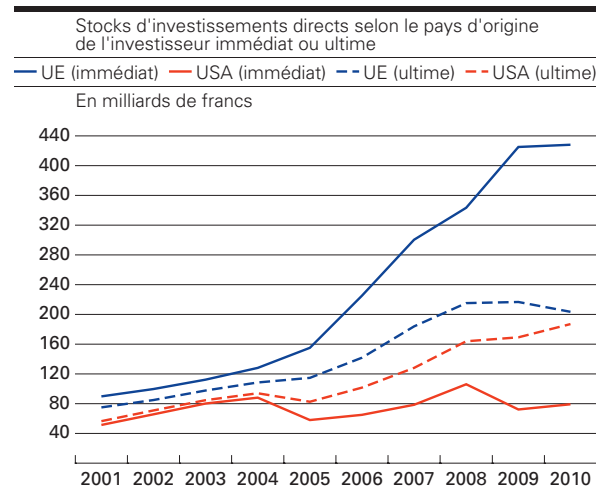
Graphique 11

Investissements directs en Suisse



Graphique 12

Investissements directs en Suisse



Stocks d'investissements directs en Suisse répartis selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime (fin 2010)

Tableau 4

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart En milliards de francs
	En milliards de francs	Part en %	En milliards de francs	Part en %	
Europe	438.1	83%	265.4	50%	-172.7
UE	428.1	81%	203.5	39%	-224.6
Reste de l'Europe	9.9	2%	61.9	12%	51.9
Pays sélectionnés					
Allemagne	28.2	5%	34.2	7%	6.0
France	42.1	8%	48.3	9%	6.1
Luxembourg	117.3	22%	21.9	4%	-95.4
Pays-Bas	111.1	21%	23.5	4%	-87.5
Autriche	77.3	15%	6.6	1%	-70.7
Suisse	.	.	51.4	10%	51.4
Royaume-Uni	14.4	3%	24.5	5%	10.1
Amérique du Nord	79.4	15%	187.9	36%	108.5
dont					
Etats-Unis	79.2	15%	187.0	36%	107.8
Amérique centrale et du Sud	1.7	0%	54.3	10%	52.6
Asie, Afrique, Océanie	6.4	1%	17.9	3%	11.6
Ensemble des pays	525.5	100%	525.5	100%	0.0

Effectifs répartis selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime (fin 2010)

Tableau 5

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart En milliers de personnes
	En milliers de personnes	Part en %	En milliers de personnes	Part en %	
Europe	347.2	82%	299.5	71%	-47.7
UE	343.3	81%	280.2	66%	-63.1
Reste de l'Europe	3.9	1%	19.3	5%	15.4
Pays sélectionnés					
Allemagne	98.0	23%	107.8	25%	9.8
France	44.1	10%	54.8	13%	10.6
Luxembourg	32.3	8%	8.8	2%	-23.5
Pays-Bas	69.4	16%	19.7	5%	-49.7
Autriche	17.3	4%	13.1	3%	-4.2
Suisse	.	.	4.8	1%	4.8
Royaume-Uni	21.7	5%	24.9	6%	3.2
Amérique du Nord	56.5	13%	88.7	21%	32.1
dont					
Etats-Unis	55.3	13%	85.6	20%	30.3
Amérique centrale et du Sud	7.2	2%	8.3	2%	1.1
Asie, Afrique, Océanie	12.5	3%	26.9	6%	14.4
Ensemble des pays	423.5	100%	423.5	100%	0.0

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire

En Suisse, quelque 9 500 entreprises étaient contrôlées par des investisseurs directs étrangers à la fin de 2010, ce qui représente environ 3% de toutes les entreprises du pays dans les secteurs de l'industrie et des services.

De ces 9 500 entreprises, environ 1 700 ont participé directement ou indirectement à l'enquête de la Banque nationale suisse sur les investissements directs. Les autres entreprises – environ 7 800 – n'atteignaient pas le seuil fixé pour la participation à l'enquête. Les données sur ces entreprises sont recueillies par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS). Cette enquête repose notamment sur des bases de données de prestataires privés, qui ont continué à être développées en 2010. Dans ce contexte, quelque 800 entreprises dont la gestion était jusqu'à présent en mains suisses ont été désormais classées comme entreprises à participation étrangère majoritaire.

La plupart des entreprises à participation étrangère majoritaire opéraient dans le secteur des services (environ 7 900, soit 83%), notamment dans les groupes «Commerce» (33%), «Autres services» (25%) et «Sociétés financières et holdings» (18%). La moitié environ des investisseurs directs venaient d'Allemagne, des Etats-Unis ou de France.

En moyenne, les entreprises à participation étrangère majoritaire présentaient des effectifs plus élevés que celles qui sont en mains suisses: elles occupaient en moyenne 46 personnes, contre onze seulement pour les entreprises en mains suisses (état en 2008). L'écart était particulièrement marqué dans l'industrie, mais plus faible dans les services.

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire, selon la branche et le secteur (en fin d'année)

Tableau 6

	2008	2009	2010	Part en %
Total ^{1, 2}	8 655	8 705	9 513	100.0
Services	7 077	7 167	7 868	82.7
dont				
Commerce	2 778	2 861	3 100	32.6
Autres services	2 165	2 099	2 408	25.3
Sociétés financières et holdings	1 497	1 567	1 689	17.8
Industrie	1 578	1 538	1 645	17.3

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

² En 2010, quelque 800 entreprises sont passées de la catégorie «en mains suisses» à la catégorie «en mains étrangères».

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire, selon le pays d'origine (en fin d'année)¹

Tableau 7

	2008	2009	2010	Part en %
Total ^{2, 3}	8 655	8 704	9 513	100.0
dont				
Allemagne	2 122	2 198	2 388	25.1
Etats-Unis	1 405	1 401	1 461	15.4
France	934	940	1 002	10.5

¹ La répartition par pays est faite selon le critère de l'investisseur ultime.

² Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

³ En 2010, quelque 800 entreprises sont passées de la catégorie «en mains suisses» à la catégorie «en mains étrangères».

Commentaires

Modifications par rapport à l'année précédente

—

Fondements méthodologiques et statistiques

Définition

Les investissements directs servent en principe à exercer une influence directe et durable sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a un investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe à hauteur d'au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5^e édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3^e édition).

Enquête

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et en fin de trimestre. Environ 1 100 entreprises ou groupes établis en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

Objet de l'enquête

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (capital social et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ces derniers représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à effectuer des exportations de capitaux proprement dites. En outre, des données

sont demandées aux entreprises sur leurs effectifs en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur les effectifs en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères, mais n'entrent pas dans les enquêtes de la Banque nationale suisse sur les investissements directs, proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par les investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

Evaluation des stocks d'investissements directs en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs de marché.

Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le *goodwill* (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. Des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements.

Enfin, d'autres écarts peuvent être dus à la répartition géographique des flux de capitaux et des stocks d'investissements. Les flux de capitaux sont toujours

ventilés en fonction du pays de la filiale immédiate pour la Suisse, alors que les stocks d'investissements le sont en fonction du pays de la filiale ultime. Dans le cas de participations croisées où interviennent plusieurs pays étrangers, il est par conséquent possible que des sorties de capitaux ne soient pas attribuées au pays enregistrant la variation correspondante des stocks d'investissements directs.

Effectifs

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la Banque nationale suisse et de l'Office fédéral de la statistique. Dans les enquêtes de la Banque nationale suisse, les effectifs sont recensés dans toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Ils sont indiqués au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. Par contre, les données recueillies par l'Office fédéral de la statistique portent sur la totalité des effectifs dans les entreprises qui sont majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont donc pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

Répartition géographique

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on indique autant que possible le pays de l'investisseur *ultime* (*ultimate beneficial owner*). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur *immédiat*. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et les effectifs dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur *ultime*.

Répartition par branches

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Depuis 2004, elle se base sur la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). Elle reposait avant cette date sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées pour former des unités plus grandes. Les groupes de branches ainsi constitués sont définis ci-après.

Fondements juridiques

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale. En vertu de l'annexe à l'ordonnance relative à la loi sur la Banque nationale, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si les investisseurs directs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

Définition des groupes de branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture, chasse et services annexes; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions¹

	Définition des pays
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Emirats arabes unis	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaïwain, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède; y compris Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
Reste de l'Europe	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, centres financiers offshore d'Europe, Croatie, Fédération de Russie, îles Féroé, Islande, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Turquie et Ukraine; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie. Sans la Principauté de Liechtenstein, qui est rattachée à la Suisse pour ce qui est des statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Géorgie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Syrie, Tadjikistan, Territoires palestiniens occupés, Timor-Leste, Turkménistan et Yémen.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, El Salvador, Guyana, Haïti, Honduras, îles Falkland, Nicaragua, Paraguay, République Dominicaine, Suriname, ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Dominique, Grenade, îles Caïmans, îles Turks et Caïcos, îles Vierges britanniques, îles Vierges des Etats-Unis, Jamaïque, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi que Sainte-Lucie.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Territoire britannique de l'océan Indien, Togo, Zambie, Zimbabwe.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, île Bouvet, île Christmas, îles Cocos (Keeling), îles Cook, îles Heard et McDonald, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles mineures éloignées des Etats-Unis, île Norfolk, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu ainsi que Wallis et Futuna.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2006 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues du rapport sur la balance des paiements, qui peut être consultée, en format XLS, sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch), sous Publications.

Tableaux

Page	Tableau
	Investissements directs suisses à l'étranger
A2	1.1 Pays – Exportations de capitaux
A4	1.2 Pays – Etat en fin d'année
A6	1.3 Pays – Effectifs
A8	1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux
A9	1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A10	1.6 Branches et secteurs – Effectifs
A11	1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A12	1.8 Types de capitaux et groupes de pays – Exportations de capitaux
	Investissements directs étrangers en Suisse
A14	2.1 Pays – Importations de capitaux
A15	2.2 Pays – Etat en fin d'année
A16	2.3 Pays – Effectifs
A19	2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux
A19	2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A20	2.6 Branches et secteurs – Effectifs
A21	2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A22	2.8 Types de capitaux et groupes de pays – Importations de capitaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Explication des signes

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
195	Les chiffres en caractères gras indiquent des données nouvelles ou révisées.
	Rupture dans la série.

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur les investissements directs. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en août lors de la parution du rapport sur la balance des paiements. Le rapport publié en décembre sur les investissements directs contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur les investissements directs.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur les investissements directs sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, *Publications, Investissements directs*. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Europe	38 397	44 621	26 728	4 815	20 032
UE ⁵	36 248	36 866	16 199	9 507	19 854
Reste de l'Europe ⁶	2 149	7 755	10 530	- 4 692	178
Pays sélectionnés					
Etats baltes ⁷	75	62	- 7	42	36
Belgique	138	1 269	292	- 1 588	1 380
Bulgarie	57	89	- 9	- 146	94
Danemark	570	336	- 842	3	- 17
Allemagne	8 855	4 314	5 392	4 369	2 828
Finlande	406	407	664	476	125
France ⁸	1 705	6 185	3 083	- 36	3 803
Grèce	536	938	672	- 785	- 521
Irlande	9 331	- 5 563	- 3 782	51	2 402
Italie	1 736	8 270	919	- 683	- 100
Croatie	71	194	178	37	- 57
Luxembourg	7 603	11 283	14 718	- 4 921	- 301
Pays-Bas	- 6 189	- 574	4 641	6 046	5 057
Norvège	204	- 15	303	168	177
Autriche	1 730	671	- 2 763	663	- 227
Pologne	481	684	329	289	- 363
Portugal	1 853	- 948	- 44	- 165	123
Roumanie	320	295	468	- 126	130
Fédération de Russie	1 381	1 089	456	- 744	1 197
Suède	- 493	104	2 182	720	1 289
Slovaquie	88	85	23	45	9
Espagne	971	- 2 288	- 313	1 225	264
République tchèque	- 251	689	124	210	250
Turquie	49	456	474	37	10
Ukraine	683	255	465	348	304
Hongrie	284	- 853	189	- 262	116
Royaume-Uni ⁹	6 784	7 490	- 11 679	5 620	6 630
Centres financiers offshore ¹⁰	- 765	5 433	8 529	- 4 277	- 1 596
Amérique du Nord	23 008	1 529	26 352	8 606	22 164
Canada	1 907	2 460	- 2 692	3 306	- 1 255
Etats-Unis	21 102	- 931	29 044	5 300	23 419
Amérique centrale et du Sud	21 346	8 549	- 10 574	6 265	15 841
dont					
Argentine	10	221	192	507	- 481
Bolivie	0	44	0	36	- 43
Brésil	3 784	3 423	778	157	8 363
Chili	152	- 108	437	174	194
Costa Rica	646	752	124	33	- 407
Equateur	- 38	47	- 64	19	- 32
Guatemala	14	7	- 27	18	78
Colombie	- 99	65	53	220	212
Mexique	757	418	398	- 569	3 317
Pérou	- 26	- 173	358	347	0
Uruguay	746	78	323	- 177	188
Venezuela	181	- 99	315	399	148
Centres financiers offshore ¹¹	15 683	2 956	- 13 493	4 520	3 575

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5

Asie	10 318	3 994	- 232	8 176	8 557
dont					
Bangladesh	13	- 13	65	10	- 4
Chine	920	776	1 401	1 198	1 676
Hong Kong	1 154	278	63	826	436
Inde	370	630	1 207	877	1 878
Indonésie	25	156	643	317	723
Israël	154	40	358	184	400
Japon	644	2 420	1 371	1 945	313
Corée (Sud)	498	794	839	630	309
Malaisie	109	101	95	81	110
Pakistan	296	279	42	329	14
Philippines	584	- 128	11	79	223
Arabie saoudite	69	15	479	124	- 95
Singapour	4 442	- 1 528	- 16 376	1 464	2 570
Sri Lanka	6	14	12	2	25
Taiwan	116	67	111	121	62
Thaïlande	509	460	5	63	285
Emirats arabes unis	178	- 214	7 967	- 809	- 1 755
Vietnam	48	14	158	8	19
Afrique	810	1 591	3 797	2 626	1 660
dont					
Egypte	161	141	171	1 759	176
Côte d'Ivoire	77	79	3	114	118
Kenya	20	18	5	- 9	- 175
Maroc	34	45	63	107	81
Nigéria	19	22	59	62	83
Afrique du Sud	431	978	3 739	- 245	86
Tunisie	- 5	0	7	28	10
Océanie	1 192	958	3 030	- 245	- 693
dont					
Australie	1 126	819	2 870	- 125	- 632
Nouvelle-Zélande	38	114	178	- 9	- 68
Ensemble des pays	95 071	61 242	49 100	30 243	67 560

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

1.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)^{2, 3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	312 947	368 253	383 422	427 362	426 130	48.6
UE ⁴	274 039	318 237	323 439	374 243	376 268	42.9
Reste de l'Europe ⁵	38 909	50 015	59 983	53 119	49 862	5.7
Pays sélectionnés						
Etats baltes ⁶	275	424	450	375	388	0.0
Belgique	8 699	8 446	12 520	12 417	10 452	1.2
Bulgarie	365	462	543	354	548	0.1
Danemark	2 339	4 397	2 364	2 071	1 481	0.2
Allemagne	42 501	46 200	55 488	56 367	54 316	6.2
Finlande	3 059	2 912	2 898	2 794	2 240	0.3
France ⁷	30 265	32 004	35 598	32 656	30 899	3.5
Grèce	2 757	4 651	4 216	3 169	2 591	0.3
Irlande	19 571	11 760	7 427	7 443	7 856	0.9
Italie	14 460	22 698	21 941	21 918	19 512	2.2
Croatie	461	572	729	779	700	0.1
Luxembourg	24 052	31 550	27 699	65 756	68 763	7.8
Pays-Bas	31 247	36 568	34 360	40 930	55 436	6.3
Norvège	3 366	3 222	3 334	3 865	3 918	0.4
Autriche	7 807	8 104	7 804	8 443	7 818	0.9
Pologne	4 144	5 487	5 188	5 399	5 294	0.6
Portugal	4 407	3 800	3 517	3 050	2 556	0.3
Roumanie	1 287	1 768	2 265	2 121	2 188	0.2
Fédération de Russie	4 561	5 322	5 373	6 259	6 393	0.7
Suède	1 348	1 678	4 188	2 467	2 042	0.2
Slovaquie	543	579	644	618	524	0.1
Espagne	12 200	12 763	15 289	15 707	13 543	1.5
République tchèque	2 535	3 417	3 051	3 436	3 901	0.4
Turquie	1 875	2 640	3 184	3 108	2 876	0.3
Ukraine	1 045	1 192	729	1 132	1 242	0.1
Hongrie	2 056	1 863	2 108	1 715	1 595	0.2
Royaume-Uni ⁸	56 732	70 867	65 528	78 520	79 248	9.0
Centres financiers offshore ⁹	25 131	35 297	44 902	36 629	33 495	3.8
Amérique du Nord	161 570	157 249	174 491	189 315	208 479	23.8
Canada	33 382	32 631	29 524	34 232	31 358	3.6
Etats-Unis	128 188	124 618	144 967	155 083	177 122	20.2
Amérique centrale et du Sud	145 306	126 552	114 818	133 672	136 538	15.6
dont						
Argentine	1 005	1 220	1 362	1 635	1 426	0.2
Bolivie	47	44	96	127	59	0.0
Brésil	21 961	14 249	12 416	12 707	20 324	2.3
Chili	1 165	968	1 150	1 482	1 578	0.2
Costa Rica	805	1 145	1 147	1 161	424	0.0
Equateur	363	428	387	373	306	0.0
Guatemala	152	157	163	147	332	0.0
Colombie	1 035	1 531	1 325	1 573	1 918	0.2
Mexique	4 444	6 144	5 344	6 261	6 910	0.8
Pérou	465	49	442	748	522	0.1
Uruguay	1 186	734	425	407	567	0.1
Venezuela	890	1 150	1 418	1 959	2 061	0.2
Centres financiers offshore ¹⁰	112 896	99 296	90 923	103 264	97 624	11.1

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Asie	55 980	58 858	66 126	74 932	79 694	9.1
dont						
Bangladesh	29	10	- 46	- 41	- 34	0.0
Chine	3 916	4 801	6 555	7 422	8 005	0.9
Hong Kong	4 222	4 527	4 396	4 652	4 875	0.6
Inde	2 203	2 545	2 354	3 356	4 020	0.5
Indonésie	6 126	6 428	5 958	7 034	7 008	0.8
Israël	1 007	628	712	814	1 162	0.1
Japon	9 843	13 281	14 891	15 327	16 203	1.8
Corée (Sud)	2 556	3 221	3 193	4 122	4 840	0.6
Malaisie	1 593	1 446	1 559	1 639	1 709	0.2
Pakistan	955	1 576	1 371	1 571	1 433	0.2
Philippines	2 058	1 977	1 595	1 654	1 275	0.1
Arabie saoudite	314	148	612	666	491	0.1
Singapour	16 797	13 505	8 298	12 499	15 609	1.8
Sri Lanka	- 10	1	27	- 1	15	0.0
Taiwan	1 007	1 104	1 115	1 267	2 400	0.3
Thaïlande	1 379	2 003	1 845	2 061	2 122	0.2
Emirats arabes unis	672	338	8 818	7 128	4 252	0.5
Vietnam	154	155	209	179	152	0.0
Afrique	7 724	10 963	13 903	11 490	11 703	1.3
dont						
Egypte	531	541	1 677	3 375	1 521	0.2
Côte d'Ivoire	165	273	293	416	516	0.1
Kenya	143	159	156	166	171	0.0
Maroc	340	415	443	567	580	0.1
Nigéria	75	233	322	202	256	0.0
Afrique du Sud	5 007	7 434	8 898	3 663	3 778	0.4
Tunisie	50	21	25	58	63	0.0
Océanie	11 249	12 286	17 123	15 227	15 161	1.7
dont						
Australie	10 753	11 672	16 538	14 736	14 720	1.7
Nouvelle-Zélande	245	356	464	438	392	0.0
Ensemble des pays	694 777	734 160	769 883	851 997	877 705	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁷ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁸ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

1.3 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Effectifs à l'étranger, en fin d'année^{2, 3}

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	1 083 050	1 288 030	1 349 139	1 320 234	1 306 989	49.1
UE ⁴	939 435	1 173 085	1 211 589	1 180 754	1 175 419	44.1
Reste de l'Europe ⁵	143 615	114 945	137 550	139 479	131 570	4.9
Pays sélectionnés						
Etats baltes ⁶	2 752	3 708	4 289	3 708	4 281	0.2
Belgique	25 927	25 711	28 627	27 946	27 267	1.0
Bulgarie	6 137	6 502	7 505	6 081	7 093	0.3
Danemark	11 726	11 960	11 262	8 364	8 809	0.3
Allemagne	228 093	243 433	251 060	250 958	257 590	9.7
Finlande	11 860	13 044	12 755	12 854	12 437	0.5
France ⁷	184 103	165 034	172 547	167 588	160 298	6.0
Grèce	12 478	14 752	14 896	7 830	7 386	0.3
Irlande	8 570	9 083	11 256	9 266	8 235	0.3
Italie	69 438	76 571	77 089	74 732	76 071	2.9
Croatie	3 874	5 651	6 965	7 651	7 954	0.3
Luxembourg	3 608	3 805	4 522	4 965	5 016	0.2
Pays-Bas	37 662	40 657	39 315	40 279	38 163	1.4
Norvège	8 286	8 898	8 766	8 923	9 362	0.4
Autriche	40 066	41 325	41 509	37 594	41 295	1.6
Pologne	28 464	31 956	33 611	35 699	34 938	1.3
Portugal	10 332	10 353	10 065	9 756	9 918	0.4
Roumanie	10 902	12 798	19 987	21 954	19 960	0.7
Fédération de Russie	78 549	62 404	70 066	75 332	63 143	2.4
Suède	22 582	23 783	24 813	22 212	21 692	0.8
Slovaquie	7 385	7 637	8 805	8 015	7 111	0.3
Espagne	57 776	58 846	58 776	56 279	54 308	2.0
République tchèque	27 764	33 196	34 271	35 081	35 577	1.3
Turquie	11 253	12 962	14 016	14 394	15 367	0.6
Ukraine	18 649	17 864	30 176	26 500	27 591	1.0
Hongrie	27 568	31 021	36 083	33 488	35 078	1.3
Royaume-Uni ⁸	112 211	297 574	298 162	295 608	292 164	11.0
Centres financiers offshore ⁹	1 338	2 278	2 113	2 065	2 093	0.1
Amérique du Nord	359 455	376 805	405 570	386 276	391 846	14.7
Canada	34 902	42 959	54 665	51 256	50 672	1.9
Etats-Unis	324 553	333 845	350 905	335 020	341 175	12.8
Amérique centrale et du Sud	221 821	243 579	245 460	243 149	251 151	9.4
dont						
Argentine	17 535	19 089	19 528	18 661	19 719	0.7
Bolivie	4 251	4 246	3 428	2 971	3 278	0.1
Brésil	94 134	104 565	107 343	105 403	106 584	4.0
Chili	16 576	14 724	13 379	13 303	15 183	0.6
Costa Rica	2 493	3 755	3 878	4 287	3 888	0.1
Equateur	3 642	3 265	3 874	4 576	5 535	0.2
Guatemala	2 039	2 629	2 397	3 430	4 582	0.2
Colombie	10 744	11 006	12 744	13 895	14 636	0.5
Mexique	36 681	45 057	45 571	44 159	44 994	1.7
Pérou	5 885	6 678	6 472	6 470	7 536	0.3
Uruguay	982	1 041	1 008	1 111	1 053	0.0
Venezuela	10 628	11 230	11 037	11 607	11 320	0.4
Centres financiers offshore ¹⁰	8 106	8 112	5 281	5 098	4 803	0.2

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Asie	427 420	487 377	511 660	536 160	561 486	21.1
dont						
Bangladesh	1 863	2 083	3 003	3 086	3 286	0.1
Chine	94 252	110 307	120 638	126 142	135 948	5.1
Hong Kong	19 356	21 167	21 684	22 024	22 922	0.9
Inde	41 285	52 978	59 307	60 478	65 958	2.5
Indonésie	48 840	47 752	43 253	45 778	42 353	1.6
Israël	5 650	5 735	6 582	6 798	7 127	0.3
Japon	44 418	63 944	64 182	74 923	70 436	2.6
Corée (Sud)	7 989	8 475	8 770	8 789	9 982	0.4
Malaisie	23 695	19 091	20 282	18 878	18 975	0.7
Pakistan	10 008	12 897	13 440	13 047	13 156	0.5
Philippines	15 301	12 186	12 360	11 014	12 254	0.5
Arabie saoudite	3 715	4 303	5 064	5 823	6 918	0.3
Singapour	20 404	24 807	21 716	24 706	23 906	0.9
Sri Lanka	1 507	1 586	2 302	1 967	2 045	0.1
Taiwan	11 133	11 567	11 288	12 487	17 559	0.7
Thaïlande	39 391	45 553	48 056	46 382	50 644	1.9
Emirats arabes unis	3 151	4 269	5 547	7 598	7 998	0.3
Vietnam	8 583	10 543	11 134	11 330	11 929	0.4
Afrique	77 949	83 986	102 817	102 339	105 223	4.0
dont						
Egypte	9 422	10 644	27 589	26 235	26 358	1.0
Côte d'Ivoire	2 140	2 603	2 147	2 378	2 498	0.1
Kenya	1 552	2 036	2 293	3 193	3 341	0.1
Maroc	3 573	3 436	3 333	4 909	5 258	0.2
Nigéria	6 085	4 514	3 543	4 650	4 001	0.2
Afrique du Sud	31 615	35 208	37 659	37 192	37 485	1.4
Tunisie	2 796	2 451	2 440	2 072	2 566	0.1
Océanie	39 386	40 919	42 760	49 783	46 806	1.8
dont						
Australie	33 773	34 905	36 835	44 340	41 266	1.5
Nouvelle-Zélande	4 316	4 625	4 776	4 481	4 650	0.2
Ensemble des pays	2 209 081	2 520 696	2 657 405	2 637 942	2 663 501	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁷ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁸ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

1.4 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Industrie	55 798	27 184	28 320	10 436	7 021
Textile et habillement ^{5, 6}	2 485	4 656	38	- 3 145	- 7 130
Chimie et plastique	23 253	9 795	6 022	1 574	- 1 897
Métallurgie et machines	9 889	5 079	4 186	374	- 206
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 402	677	9 053	6 384	9 102
Autres industries et construction ⁷	16 769	6 977	9 022	5 250	7 151
Services	39 273	34 059	20 780	19 806	60 539
Commerce	- 2 232	- 381	6 445	11 617	11 355
Sociétés financières et holdings	9 020	12 779	20 701	- 5 726	29 155
dont					
en mains suisses ⁸	3 649	1 659	14 912	- 6 853	531
en mains étrangères ⁹	5 371	11 120	5 789	1 127	28 625
Banques	21 907	12 187	1 095	3 310	4 535
Assurances	8 942	- 3 444	- 7 994	6 374	13 306
Transports et communications ¹⁰	1 197	7 531	955	214	627
Autres services ¹¹	440	5 387	- 423	4 018	1 561
Total	95 071	61 242	49 100	30 243	67 560
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹	89 700	50 122	43 312	29 115	38 935

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital constitue en majorité du flottant.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.5 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)^{2,3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	269 882	301 244	312 238	314 357	302 169	34.4
Textile et habillement ^{4,5}	15 888	21 206	18 584	17 574	8 891	1.0
Chimie et plastique	120 841	127 033	125 142	124 600	112 236	12.8
Métallurgie et machines	42 461	48 555	49 745	49 998	45 933	5.2
Electronique, énergie, optique et horlogerie	27 160	31 870	36 637	40 154	47 330	5.4
Autres industries et construction ⁶	63 533	72 581	82 129	82 031	87 779	10.0
Services	424 894	432 916	457 646	537 640	575 536	65.6
Commerce	22 922	25 594	30 872	43 165	48 636	5.5
Sociétés financières et holdings	206 229	215 304	226 957	271 860	307 805	35.1
dont						
en mains suisses ⁷	34 424	33 851	41 230	81 041	75 793	8.6
en mains étrangères ^{8,9}	171 805	181 453	185 727	190 820	232 011	26.4
Banques	81 410	86 794	79 982	82 856	74 670	8.5
Assurances	96 847	81 820	96 870	116 103	120 042	13.7
Transports et communications ¹⁰	5 246	12 238	11 901	11 974	11 666	1.3
Autres services ¹¹	12 240	11 167	11 064	11 683	12 718	1.4
Total	694 777	734 160	769 883	851 997	877 705	100.0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁸	522 972	552 707	584 156	661 177	645 694	73.6

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁷ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital constitue en majorité du flottant.

⁸ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

⁹ En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.6 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Effectifs à l'étranger, en fin d'année^{2, 3}

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	1 185 533	1 237 459	1 265 899	1 231 043	1 253 971	47.1
Textile et habillement ^{4, 5}	93 214	98 718	95 153	86 756	85 423	3.2
Chimie et plastique	280 461	286 719	288 995	282 105	285 344	10.7
Métallurgie et machines	261 470	287 386	292 121	275 774	276 182	10.4
Electronique, énergie, optique et horlogerie	182 169	180 742	194 664	196 825	215 563	8.1
Autres industries et construction ⁶	368 218	383 895	394 966	389 583	391 458	14.7
Services	1 023 548	1 283 237	1 391 506	1 406 898	1 409 530	52.9
Commerce	184 562	208 246	245 265	247 506	249 843	9.4
Sociétés financières et holdings dont	458 094	658 965	683 026	728 330	713 226	26.8
en mains suisses ⁷	43 216	37 962	40 971	71 016	56 361	2.1
en mains étrangères ⁸	414 878	621 004	642 055	657 314	656 865	24.7
Banques	92 765	102 984	102 981	80 036	82 318	3.1
Assurances	85 492	78 828	96 008	92 402	88 767	3.3
Transports et communications ⁹	95 590	110 568	124 076	120 454	123 880	4.7
Autres services ¹⁰	107 046	123 646	140 151	138 171	151 496	5.7
Total	2 209 081	2 520 696	2 657 405	2 637 942	2 663 501	100.0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁸	1 794 203	1 899 692	2 015 350	1 980 627	2 006 636	75.3

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁷ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital constitue en majorité du flottant.

⁸ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

⁹ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹⁰ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.7 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Revenus de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Industrie	32 550	36 084	32 250	30 342	36 785
Textile et habillement ⁵	211	3 139	725	1 159	2 401
Chimie et plastique	15 605	12 817	8 429	10 468	10 654
Métallurgie et machines	3 024	4 007	2 609	2 218	2 992
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2 657	3 059	9 430	6 777	8 801
Autres industries et construction	11 053	13 061	11 058	9 720	11 938
Services	36 434	19 137	- 25 151	22 042	36 456
Commerce	31	2 604	5 345	3 025	5 261
Sociétés financières et holdings	6 641	14 181	19 686	13 796	13 287
dont					
en mains suisses ⁶	2 602	3 755	1 579	2 258	- 337
en mains étrangères ⁷	4 040	10 427	18 107	11 539	13 624
Banques	17 031	- 8 671	- 54 729	- 4 760	4 814
Assurances	10 729	8 244	1 889	7 186	12 177
Transports et communications	1 078	1 418	1 570	489	- 109
Autres services	924	1 360	1 087	2 306	1 026
Total	68 984	55 221	7 099	52 384	73 242
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁷	64 944	44 795	- 11 008	40 846	59 617

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital constitue en majorité du flottant.

⁷ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

1.8 Investissements directs suisses à l'étranger – Types de capitaux et groupes de pays¹

Exportations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Capital social					
Europe	40 553	32 904	17 997	- 6 097	6 637
UE ⁴	41 944	30 030	7 074	- 3 402	10 539
Reste de l'Europe ⁵	- 1 391	2 875	10 924	- 2 695	- 3 902
Amérique du Nord	6 284	4 858	29 411	5 352	12 686
Amérique centrale et du Sud	11 698	3 963	5 831	6 309	- 12 280
dont					
centres financiers offshore ⁶	7 212	2 809	5 123	6 863	- 19 534
Asie	3 604	4 418	- 6 680	2 125	1 589
Afrique	114	285	545	1 654	22
Océanie	422	47	1 502	724	- 309
Ensemble des pays	62 676	46 476	48 606	10 066	8 344
Bénéfices réinvestis					
Europe	2 912	10 440	- 4 242	9 521	8 149
UE ⁴	656	6 885	- 10 684	9 355	5 664
Reste de l'Europe ⁵	2 257	3 555	6 442	166	2 485
Amérique du Nord	6 195	- 13 247	- 19 678	5 255	12 482
Amérique centrale et du Sud	10 671	5 945	- 8 886	8 816	7 928
dont					
centres financiers offshore ⁶	7 967	1 010	- 9 235	6 776	5 549
Asie	5 911	824	3 863	5 193	5 575
Afrique	579	1 087	3 059	137	389
Océanie	156	1 201	23	- 1 288	- 525
Ensemble des pays	26 424	6 250	- 25 861	27 634	33 999

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5

Crédits

Europe	- 5 069	1 277	12 972	1 391	5 246
UE ⁴	- 6 351	- 48	19 809	3 554	3 651
Reste de l'Europe ⁵	1 283	1 325	- 6 837	- 2 163	1 596
Amérique du Nord	10 529	9 918	16 619	- 2 001	- 3 004
Amérique centrale et du Sud	- 1 023	- 1 359	- 7 519	- 8 860	20 194
dont					
centres financiers offshore ⁶	504	- 864	- 9 380	- 9 119	17 561
Asie	804	- 1 249	2 584	857	1 393
Afrique	117	219	193	836	1 249
Océanie	613	- 291	1 505	320	140
Ensemble des pays	5 971	8 516	26 355	- 7 457	25 217

Total

Europe	38 397	44 621	26 728	4 815	20 032
UE ⁴	36 248	36 866	16 199	9 507	19 854
Reste de l'Europe ⁵	2 149	7 755	10 530	- 4 692	178
Amérique du Nord	23 008	1 529	26 352	8 606	22 164
Amérique centrale et du Sud	21 346	8 549	- 10 574	6 265	15 841
dont					
centres financiers offshore ⁶	15 683	2 956	- 13 493	4 520	3 575
Asie	10 318	3 994	- 232	8 176	8 557
Afrique	810	1 591	3 797	2 626	1 660
Océanie	1 192	958	3 030	- 245	- 693
Ensemble des pays	95 071	61 242	49 100	30 243	67 560

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

2.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Europe	45 553	42 970	- 9 604	78 917	6 794
UE ⁴	45 485	44 082	- 8 442	78 003	6 913
Reste de l'Europe ⁵	68	- 1 112	- 1 162	914	- 119
Pays sélectionnés					
Belgique	69	1 057	- 2 289	- 3 412	1 199
Danemark	933	460	511	- 395	- 4 291
Allemagne	15 299	2 310	180	1 313	- 2 886
France ⁶	13 895	1 919	- 2 925	3 777	4 005
Italie	428	778	1 191	- 144	- 972
Luxembourg	3 414	833	4 011	23 347	9 879
Pays-Bas	10 274	21 331	- 16 077	34 241	- 4 274
Autriche	2 534	13 031	7 465	6 933	1 689
Suède	73	1 273	666	1 527	75
Espagne	68	- 263	74	- 765	1 048
Royaume-Uni ⁷	- 1 896	- 460	- 3 947	6 522	- 545
Amérique du Nord	8 953	4 825	21 094	- 36 071	3 595
Canada	5 372	1 055	- 661	- 125	- 31
Etats-Unis	3 581	3 770	21 755	- 35 946	3 626
Amérique centrale et du Sud	162	- 8 816	5 143	- 10 964	10 100
dont centres financiers offshore ⁸	113	- 180	5 134	- 7 126	- 3 996
Asie, Afrique et Océanie	147	- 45	- 231	- 716	766
dont Israël	54	45	34	21	36
Japon	- 90	- 44	- 498	87	192
Ensemble des pays	54 815	38 934	16 403	31 166	21 255

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁸ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

2.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)²

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	228 418	302 520	346 696	436 529	438 066	83.4
UE ³	225 201	300 439	343 425	425 078	428 124	81.5
Reste de l'Europe ⁴	3 217	2 080	3 271	11 451	9 942	1.9
Pays sélectionnés						
Belgique	5 334	6 266	4 085	3 067	4 128	0.8
Danemark	9 540	9 643	11 824	11 736	7 755	1.5
Allemagne	25 888	30 379	33 007	33 586	28 179	5.4
France ⁵	30 418	34 356	34 228	39 410	42 138	8.0
Italie	4 856	5 956	5 841	6 067	5 032	1.0
Luxembourg	16 676	40 991	66 737	107 675	117 254	22.3
Pays-Bas	67 845	94 916	97 822	117 182	111 054	21.1
Autriche	45 121	58 202	67 814	75 678	77 290	14.7
Suède	1 614	2 420	3 421	3 179	2 695	0.5
Espagne	1 402	1 423	4 052	3 579	4 420	0.8
Royaume-Uni ⁶	15 148	13 675	9 988	14 577	14 404	2.7
Amérique du Nord	66 235	79 406	106 280	72 248	79 392	15.1
Canada	1 234	868	210	82	146	0.0
Etats-Unis	65 001	78 537	106 070	72 166	79 246	15.1
Amérique centrale et du Sud	30 186	12 582	17 109	- 6 419	1 737	0.3
dont centres financiers offshore ⁷	28 844	31 001	35 639	15 998	10 551	2.0
Asie, Afrique et Océanie	3 335	3 161	5 526	5 005	6 355	1.2
dont Israël	665	600	1 009	1 121	1 222	0.2
Japon	937	890	628	630	867	0.2
Ensemble des pays	328 174	397 667	475 611	507 363	525 550	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁶ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁷ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²						
Europe	178 081	195 540	207 784	218 650	218 601	88.7
UE ³	177 598	194 989	206 702	218 022	217 446	88.2
Reste de l'Europe ⁴	483	551	1 082	628	1 155	0.5
Pays sélectionnés						
Belgique	2 298	2 080	3 242	328	346	0.1
Danemark	14 404	14 820	15 633	15 149	14 741	6.0
Allemagne	48 548	53 526	56 361	53 671	47 844	19.4
France	21 122	21 992	21 446	21 411	22 081	9.0
Italie	6 805	9 806	8 894	8 761	7 985	3.2
Luxembourg	13 339	19 630	18 775	25 333	27 053	11.0
Pays-Bas	42 468	45 633	49 098	57 195	62 672	25.4
Autriche	7 217	7 920	10 485	12 550	11 608	4.7
Suède	4 019	5 586	5 608	4 958	4 664	1.9
Espagne	3 581	3 898	6 430	6 318	5 530	2.2
Royaume-Uni	11 338	7 273	7 422	7 385	8 047	3.3
Amérique du Nord	31 086	30 357	32 347	24 253	22 560	9.1
Canada	2 293	2 298	2 143	2 142	13	0.0
Etats-Unis	28 792	28 059	30 204	22 111	22 547	9.1
Amérique centrale et du Sud	1 754	1 522	1 999	1 476	690	0.3
dont centres financiers offshore ⁵	1 596	1 343	1 838	1 331	536	0.2
Asie, Afrique et Océanie	3 093	3 212	2 300	2 395	4 709	1.9
dont Israël	287	312	336	335	331	0.1
Japon	301	302	309	343	1 017	0.4
Ensemble des pays	214 014	230 631	244 429	246 773	246 560	100.0

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs⁶

Europe	102 927	108 273	113 427	126 883	128 598	72.7
UE ³	99 026	106 497	110 502	124 151	125 871	71.1
Reste de l'Europe ⁴	3 901	1 776	2 925	2 732	2 727	1.5
Pays sélectionnés						
Belgique	2 152	1 919	1 812	1 639	1 649	0.9
Danemark	1 443	1 351	1 634	1 810	1 993	1.1
Allemagne	40 496	41 913	43 023	50 270	50 179	28.4
France	15 666	20 147	20 366	21 993	22 066	12.5
Italie	4 143	4 602	5 117	5 404	5 946	3.4
Luxembourg	4 313	3 388	4 424	5 373	5 244	3.0
Pays-Bas	7 740	6 748	5 702	7 018	6 771	3.8
Autriche	5 174	5 162	5 530	5 539	5 694	3.2
Suède	6 167	6 226	6 304	7 796	7 564	4.3
Espagne	1 065	1 311	1 657	1 804	2 041	1.2
Royaume-Uni	8 393	11 649	13 812	14 021	13 644	7.7
Amérique du Nord	25 897	29 303	29 849	34 331	33 984	19.2
Canada	1 073	1 067	1 262	1 667	1 279	0.7
Etats-Unis	24 824	28 236	28 587	32 664	32 705	18.5
Amérique centrale et du Sud	7 391	7 909	7 133	7 369	6 511	3.7
dont centres financiers offshore ⁵	7 359	7 877	7 103	7 283	6 415	3.6
Asie, Afrique et Océanie	4 673	4 354	5 402	6 632	7 830	4.4
dont Israël	176	209	244	294	206	0.1
Japon	2 311	2 423	2 776	3 105	2 864	1.6
Ensemble des pays	140 888	149 839	155 811	175 215	176 923	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹ (suite)

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Ensemble des entreprises						
Europe	281 008	303 813	321 211	345 533	347 199	82.0
UE ³	276 624	301 486	317 204	342 173	343 317	81.1
Reste de l'Europe ⁴	4 384	2 327	4 007	3 360	3 882	0.9
Pays sélectionnés						
Belgique	4 450	3 999	5 054	1 967	1 995	0.5
Danemark	15 847	16 171	17 267	16 959	16 734	4.0
Allemagne	89 044	95 439	99 384	103 941	98 023	23.1
France	36 788	42 139	41 812	43 404	44 147	10.4
Italie	10 948	14 408	14 011	14 165	13 931	3.3
Luxembourg	17 652	23 018	23 199	30 706	32 297	7.6
Pays-Bas	50 208	52 381	54 800	64 213	69 443	16.4
Autriche	12 391	13 082	16 015	18 089	17 302	4.1
Suède	10 186	11 812	11 912	12 754	12 228	2.9
Espagne	4 646	5 209	8 087	8 122	7 571	1.8
Royaume-Uni	19 731	18 922	21 234	21 406	21 691	5.1
Amérique du Nord	56 983	59 660	62 196	58 584	56 544	13.4
Canada	3 366	3 365	3 405	3 809	1 292	0.3
Etats-Unis	53 616	56 295	58 791	54 775	55 252	13.0
Amérique centrale et du Sud	9 145	9 431	9 132	8 845	7 201	1.7
dont centres financiers offshore ⁵	8 955	9 220	8 941	8 614	6 951	1.6
Asie, Afrique et Océanie	7 766	7 566	7 702	9 027	12 539	3.0
dont Israël	463	521	580	629	537	0.1
Japon	2 612	2 725	3 085	3 448	3 881	0.9
Ensemble des pays	354 902	380 470	400 240	421 988	423 483	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.4 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Industrie	28 257	14 075	2 444	9 242	- 455
Chimie et plastique	19 308	3 404	944	2 883	2 422
Métallurgie et machines	7 668	6 375	1 041	754	- 389
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 480	3 636	- 705	3 972	- 723
Autres industries et construction	- 198	660	1 165	1 633	- 1 766
Services	26 558	24 859	13 958	21 925	21 711
Commerce	1 410	2 403	- 5 319	4 258	5 761
Sociétés financières et holdings	14 668	9 423	14 723	15 865	13 371
Banques ⁵	1 553	3 417	2 518	2 287	323
Assurances	13 370	1 615	1 267	1 288	1 497
Transports et communications ⁶	- 3 953	6 498	- 187	- 504	357
Autres services ⁷	- 490	1 503	957	- 1 269	402
Total	54 815	38 934	16 403	31 166	21 255

2.5 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)³

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	51 890	64 655	72 701	82 385	79 072	15.0
Chimie et plastique	26 476	33 177	33 891	37 588	38 637	7.4
Métallurgie et machines	6 572	8 421	9 834	10 577	10 180	1.9
Electronique, énergie, optique et horlogerie	13 399	16 789	20 954	22 919	20 681	3.9
Autres industries et construction	5 443	6 269	8 023	11 300	9 575	1.8
Services	276 284	333 012	402 909	424 978	446 477	85.0
Commerce	35 520	45 012	45 160	48 850	56 539	10.8
Sociétés financières et holdings ⁴	181 188	213 581	273 807	290 529	307 848	58.6
Banques ⁵	32 063	35 660	38 346	38 952	34 302	6.5
Assurances	16 684	18 326	20 863	22 810	25 136	4.8
Transports et communications ⁶	5 063	12 858	12 256	12 035	11 351	2.2
Autres services ⁷	5 766	7 575	12 477	11 803	11 301	2.2
Total	328 174	397 667	475 611	507 363	525 550	100.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁶ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

⁷ Jusqu'en 1992, inclus dans *Transports et communications*.

2.6 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2006	2007	2008	2009	2010	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6

Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²

Industrie	86 038	94 070	100 146	99 253	96 999	39.3
Chimie et plastique	19 272	19 582	20 293	22 464	22 001	8.9
Métallurgie et machines	19 435	22 066	22 711	23 503	21 598	8.8
Electronique, énergie, optique et horlogerie	29 445	31 643	34 334	32 909	32 270	13.1
Autres industries et construction	17 887	20 779	22 808	20 377	21 130	8.6
Services	127 975	136 561	144 283	147 520	149 561	60.7
Commerce	41 346	41 109	43 209	48 406	48 454	19.7
Sociétés financières et holdings	10 881	10 090	10 444	10 399	10 442	4.2
Banques	18 377	19 910	21 707	21 011	20 544	8.3
Assurances	10 675	10 487	9 369	9 513	9 257	3.8
Transports et communications	17 953	22 534	25 864	24 811	24 822	10.1
Autres services	28 743	32 433	33 691	33 380	36 043	14.6
Total	214 014	230 631	244 429	246 773	246 560	100.0

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs³

Industrie	51 040	51 487	52 221	58 056	58 280	32.9
Chimie et plastique	6 742	6 906	7 103	7 526	8 452	4.8
Métallurgie et machines	17 076	17 809	18 054	19 103	18 803	10.6
Electronique, énergie, optique et horlogerie	12 500	12 089	12 629	16 166	16 650	9.4
Autres industries et construction	14 722	14 683	14 435	15 261	14 375	8.1
Services	89 848	98 352	103 590	117 159	118 643	67.1
Commerce	39 240	41 763	42 681	51 272	54 327	30.7
Sociétés financières et holdings	4 623	5 427	5 852	6 264	5 557	3.1
Banques	398	474	490	660	627	0.4
Assurances	1 268	1 023	956	1 047	1 034	0.6
Transports et communications	8 006	8 507	8 365	9 329	9 844	5.6
Autres services	36 313	41 158	45 246	48 587	47 254	26.7
Total	140 888	149 839	155 811	175 215	176 923	100.0

Ensemble des entreprises

Industrie	137 078	145 557	152 367	157 309	155 279	36.7
Chimie et plastique	26 014	26 488	27 396	29 990	30 453	7.2
Métallurgie et machines	36 511	39 875	40 765	42 606	40 401	9.5
Electronique, énergie, optique et horlogerie	41 945	43 732	46 963	49 075	48 920	11.6
Autres industries et construction	32 609	35 462	37 243	35 638	35 505	8.4
Services	217 823	234 913	247 873	264 679	268 204	63.3
Commerce	80 586	82 872	85 890	99 678	102 781	24.3
Sociétés financières et holdings	15 504	15 517	16 296	16 663	15 999	3.8
Banques	18 775	20 384	22 197	21 671	21 171	5.0
Assurances	11 943	11 510	10 325	10 560	10 291	2.4
Transports et communications	25 959	31 041	34 229	34 140	34 666	8.2
Autres services	65 056	73 591	78 937	81 967	83 297	19.7
Total	354 902	380 470	400 240	421 988	423 483	100.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.7 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Revenus de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Industrie	5 064	8 256	3 577	5 149	4 947
Chimie et plastique	3 721	4 154	2 347	2 372	2 944
Métallurgie et machines	- 384	1 472	- 71	- 871	803
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 256	1 941	795	3 062	795
Autres industries et construction	472	690	506	586	406
Services	24 904	45 808	42 593	34 503	34 058
Commerce	4 773	4 975	7 004	9 103	10 957
Sociétés financières et holdings	15 415	30 686	29 482	19 860	16 370
Banques	2 353	3 153	2 203	2 062	1 196
Assurances	1 146	4 986	1 901	2 718	3 895
Transports et communications	845	1 511	1 226	591	888
Autres services	372	497	776	170	752
Total	29 969	54 064	46 170	39 652	39 004

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2.8 Investissements directs étrangers en Suisse – Types de capitaux et groupes de pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Capital social					
Europe	27 729	12 066	- 5 589	54 715	- 5 800
UE ⁴	27 871	12 782	- 5 757	54 461	- 6 271
Reste de l'Europe ⁵	- 142	- 716	169	254	470
Amérique du Nord	7 936	351	3 884	- 28 184	3 260
Amérique centrale et du Sud	- 257	103	851	- 6 905	- 1 670
Asie, Afrique et Océanie	0	- 25	- 5	48	160
Ensemble des pays	35 409	12 494	- 859	19 673	- 4 051
Bénéfices réinvestis					
Europe	14 458	30 568	- 12 575	21 976	5 676
UE ⁴	14 263	30 687	- 12 519	22 313	5 596
Reste de l'Europe ⁵	196	- 118	- 56	- 337	80
Amérique du Nord	1 286	5 420	11 265	4 295	5 889
Amérique centrale et du Sud	322	69	- 284	- 123	356
Asie, Afrique et Océanie	111	75	214	- 195	130
Ensemble des pays	16 178	36 132	- 1 381	25 953	12 050

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5

Crédits

Europe	3 366	336	8 561	2 227	6 919
UE ⁴	3 352	614	9 835	1 230	7 588
Reste de l'Europe ⁵	14	- 277	- 1 275	997	- 669
Amérique du Nord	- 269	- 946	5 946	- 12 182	- 5 554
Amérique centrale et du Sud	96	- 8 988	4 576	- 3 936	11 414
Asie, Afrique et Océanie	35	- 95	- 440	- 569	477
Ensemble des pays	3 228	- 9 692	18 642	- 14 460	13 256

Total

Europe	45 553	42 970	- 9 604	78 917	6 794
UE ⁴	45 485	44 082	- 8 442	78 003	6 913
Reste de l'Europe ⁵	68	- 1 112	- 1 162	914	- 119
Amérique du Nord	8 953	4 825	21 094	- 36 071	3 595
Amérique centrale et du Sud	162	- 8 816	5 143	- 10 964	10 100
Asie, Afrique et Océanie	147	- 45	- 231	- 716	766
Ensemble des pays	54 815	38 934	16 403	31 166	21 255

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

La BNS fournit des données sur les investissements directs dans d'autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches, sont disponibles trois mois après la fin de chaque trimestre.

Balance suisse des paiements

La Balance suisse des paiements paraît en septembre. Des données récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches et par pays, y sont publiées sur une base annualisée.

Position extérieure nette de la Suisse

La Position extérieure nette de la Suisse paraît en décembre. Elle comprend des données récentes sur les stocks d'investissements directs.

Bulletin mensuel de statistiques économiques, tableaux Q3, R et S

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par branches.

Renseignements

bop@snb.ch